

# Parti Révolutionnaire Communistes



Pour nous écrire : COMMUNISTES 99 BIS Avenue du Général Leclerc 75014 PARIS

Bimestriel N°135 avril 2020

## Sommaire

Page1: Edito :Le jour d'après parlons en  
Page2: Covid19 la lutte pour les priorités  
Page3: Une crise sanitaire grave,...  
Page4: Souscription Nationale  
Page5: Les facteurs d'une nouvelle crise...  
Page5: Eliminer le capitalisme: une question fondamentale



[www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Edito

## Le jour d'après ? Parlons-en...

L'épidémie du Corona virus continue à se développer dans notre pays causant des dégâts humains très importants notamment chez les plus fragiles et les plus pauvres, ce qui est toujours le cas dans une société dominée par le capitalisme qui impose sa politique. Depuis le début de cette épidémie nous avons dit que le gouvernement allait utiliser cette crise sanitaire pour masquer les responsabilités que porte la politique menée depuis des décennies, exigée par le capitalisme français.

Aujourd'hui, **le pouvoir est incapable de faire face à l'urgence sanitaire, il gère les pénuries produites par la casse de l'hôpital public**, de l'ensemble du système de santé et de protection sociale que les équipes gouvernementales ont tour à tour mise en œuvre.

Productions de matériels et d'équipements médicaux délocalisés massivement dans les pays à « bas coûts », fermetures d'entreprises, suppressions d'emplois dans l'industrie pharmaceutique aux mains de grands groupes capitalistes qui, à la recherche de profits, ont également délocalisé les productions de médicaments. Leurs profits ont explosés, mais les pénuries de médicaments se sont multipliées provoquant l'arrêt des traitements de maladies graves.

### **Les grandes multinationales sont à la base de la destruction du système de santé.**

Diminution drastique du financement de la recherche scientifique, l'appel à des capitaux privés est de plus en plus privilégié. Les grandes chaînes de télévision sont à l'œuvre pour solliciter la « solidarité » pour de « grandes causes ». Les grandes multinationales sont citées en exemple dans ces opérations de propagande, c'est le cas aujourd'hui alors qu'elles sont à la base de la destruction du système de santé.

Casse de l'hôpital public depuis des décennies avec son lot de fermetures de lits, de fermetures multiples de services et d'hôpitaux, de maternités au nom d'une « rentabilité », mettant en compétition le public et le privé dont on a vu les centres hospitaliers fleurir. Les déserts médicaux se sont

multipliés dans les départements.

Les moyens d'actions de l'hôpital public ont été réduits à coup « d'économies », de « résultats financiers » imposés par le pouvoir au nom de « déficits publics » qu'il faut maîtriser. Les divers plans et « réformes » hospitalières, le plan santé de Macron, ont conduit à la situation d'aujourd'hui.

Que dire de la Sécurité Sociale attaquée de tous temps par tous les gouvernements, outil universel et solidaire indispensable à l'accès à la santé, à la protection sociale sans cesse accusée d'être à l'origine de « trop de dépenses », « d'abus », tous les secteurs qu'elle a en charge sont attaqués : maladie-chômage-allocations sociales et dernièrement la retraite qui représente la moitié de son budget et on comprend mieux pourquoi le patronat veut s'en emparer.

### **Le jour d'après ?**

L'objectif majeur du capital c'est de repartir avec le maximum de moyens à sa disposition dans la course au profit. Il devra se placer dans la concurrence mondiale capitaliste, pour la conquête des marchés, pour trouver de nouvelles sources de profits. La concurrence capitaliste mondiale sera féroce. Il aura besoin de se donner les moyens d'exploiter plus encore les travailleurs, pour cela de remettre en cause les acquis sociaux de haute lutte. Macron dans son discours du 30 mars a annoncé la couleur : « Nous avons commencé de faire les réformes indispensables ».

### **Une nouvelle vague d'atteintes aux droits fondamentaux.**

Il est déjà annoncé par le pouvoir, **la première cible** et c'est comme cela depuis que le capitalisme existe, **c'est le peuple et la classe ouvrière. Les droits sociaux attribués par l'Assemblée nationale au gouvernement ont pour objet de détruire encore plus des droits du travail, congés payés, temps de travail, RTT sont les premières cibles.**

Libertés individuelles et collectives une nouvelle fois remise en cause. Le jour d'après se résumerait-il à moins de droit pour les travailleurs et le peuple ?

Le discours sur les conséquences de la

crise sanitaire sur l'économie sert de prétexte à cette nouvelle vague d'atteintes aux droits fondamentaux. Les multinationales sont responsables de la gravité de la crise sanitaire. Le Parti « Les Républicains » se fait très discret, normal c'est sa politique qui est faite. M. Le Pen et le RN aussi au service du capital, accusent le gouvernement de mentir. Le PS est lui aussi pour ne pas polémiquer, normal il a participé à la casse du système de santé et de l'économie. Mélenchon lui estime que « *le modèle du monde est mort* ». Le capitalisme est bien vivant et peut continuer tranquille, Mélenchon s'en accommode. Le PCF est pour mieux répartir les richesses, il ne parle pas du capitalisme qui peut continuer sa route.

Une « tribune unitaire » publiée et signée par quelques O.N.G., responsables politiques et syndicaux demandent une « *rupture avec le désordre néolibéral* ».

Le « néolibéralisme » serait une déviance du capitalisme qu'il faudrait combattre ?

Et le capital dans tout ça ? Serait-il un pouvoir acceptable ?

### **Lutter de plus en plus fort, tous ensemble, contre l'exploitation capitaliste**

Comme on le voit, le capital à l'origine de la situation, responsable, est épargné. Aujourd'hui, le pouvoir en place promet de tirer les leçons de l'épidémie actuelle. N'en doutons pas, les premières mesures prises en démontrent le chemin.

La lutte est plus que jamais d'actualité, les travailleurs réagissent aux mesures imposées par le patronat et le gouvernement, voir notre page 2.

Le jour d'après, les travailleurs, la jeunesse, le peuple, devront continuer à lutter de plus en plus fort, tous ensemble, contre l'exploitation capitaliste, pour stopper la politique de régression sociale du pouvoir.

Il faut aussi vraiment, **engager le débat sur cette société dominée par les multinationales capitalistes** et le pouvoir qu'elles mettent en place.

Il faut **changer radicalement de société** pour que le peuple maîtrise l'ensemble de la société. En clair, il faut faire exactement le contraire de ce qui existe aujourd'hui.

### **Engageons cette lutte ensemble.**

**Coronavirus ou pas, Macron, son gouvernement et le Medef martèlent : « il faut continuer à travailler ».**

Macron déclare un jour : *le pays en état de guerre sanitaire*, limite de façon drastique tous les déplacements, le lendemain au nom de la sacro-sainte raison économique il exhorte les entreprises et les salariés à poursuivre leur activité et appelle à « *la responsabilité des entreprises, nous devons continuer à produire, à faire tourner le pays.*

Ses ministres, épaulés par le Medef, montent au front, **B. Le Maire** appelle les salariés « à se rendre sur leurs lieux de travail, **en prenant leurs précautions** (sic !!!) *pour organiser la sécurité économique du pays* », **M. Pénicaud** « *On a besoin de tout le monde sur le pont* », **Roux de Bézieux** « *Il n'est pas du tout interdit d'aller travailler dans les usines (...) il est non seulement permis mais impératif d'aller travailler. Il faut qu'on soit en capacité de repartir dès que la progression du virus aura cessé* ». Dans une déclaration commune avec **L.Bergé**, faite au JDD, ils déclarent « *Dans la période cruciale que le pays traverse, nous pensons que l'activité économique doit se poursuivre* », l'union est scellée...

Tous précisent que « *c'est dans le respect absolu de la sécurité des collaborateurs* ». Il faudrait déjà que cette sécurité soit garantie à ceux qui mettent en danger leur vie en assurant les « services essentiels au pays », ce qui n'est pas le cas.

**La réponse des travailleurs n'a pas tardé**, ils se mobilisent pour faire cesser le travail dans un grand nombre des « entreprises non indispensables à la vie de la nation », ou pour obtenir les moyens de protection indispensables dans les services publics, les entreprises, les commerces « vitaux ».

**Dans les hôpitaux publics** : mobilisation pour faire respecter les consignes de sécurité pour l'ensemble du personnel et pour que soient respectées les directives ministérielles telles que le dépistage du personnel présentant des symptômes et port du masque pour tous les personnels. Par exemple, par manque de matériel et de personnels,

des hôpitaux de Loire Atlantique ne dépistaient que les cas graves et demandait aux agents atteints de « venir au boulot (sic) tant qu'il ne présentera pas des signes d'essoufflement ou une fièvre trop importante (Presse Océan, 26 mars)

**Dans les Ehpad** pour obtenir des masques, des blouses, du gel hydroalcoolique. Il faudrait 2 millions de masques par jour rien que pour les Ehpad, 8 millions arrivent de Chine ! Ça permettra de tenir 4 jours...

**Dans l'industrie**, ou les productions ne sont pas utiles aujourd'hui : les salariés ont exercé leur *droit de retrait* pour faire fermer **Peugeot, Renault, Renault Trucks**, les équipementiers automobiles **Valeo, Plastic Omnium, Faurecia**, qui ne respectaient les mesures de protection sanitaire sur les chaînes de production. Ils ont fait reculer les directions qui voulaient faire reprendre le travail, ce qui est insensé !, dès les premiers jours d'avril. Ils ont refusé « *mettre leur vie et celle de leur entourage en danger, reprendre en plein pic d'épidémie!* ».

Ce sont les grèves à répétition, les débrayages qui ont mis à l'arrêt **Safran** (champion français de l'aéronautique et de la défense), **Airbus, Dassault Aviation, Les chantiers de l'Atlantique** (Saint Nazaire) -qui ont fait prolonger le « confinement » de l'entreprise jusqu'au 20 avril- **d'ArcelorMittal, de Toyota.**

### A la Poste

Partout en France, de nombreux bureaux de Poste ont fait jouer leur droit de retrait face à l'épidémie de Covid-19, l'usage massif du droit de retrait, sur l'ensemble du territoire, par les postières et les postiers, témoigne d'une situation catastrophique à la poste qui a été laminée déstructurée pour la mettre au service du capitalisme. La direction de la poste annonce aujourd'hui qu'elle se voit obligée de reprendre les tournées de courrier aux particuliers. Il est indispensable pour cela, qu'elle prenne les dispositions afin d'assurer la santé et la sécurité des personnels et toutes les mesures qui les préserveront de l'épidémie.

**L'exercice du droit de retrait se multiple** : chez **Amazon** où plus de 200 salariés ont fait valoir leur droit, dans la **Grande distribution** (Carrefour de Vitrolles, après la contamination de 2 salariés. Grève des plateformes de livraison de repas (**Deliveroo, UberEats**, etc.) qui demandent l'arrêt de l'activité des plateformes pendant la crise ainsi qu'un revenu de remplacement à hauteur de 100% de la rémunération habituelle.

Les préavis de grève, (du 1<sup>er</sup> au 30 avril), déposés par des syndicats – CGT et Solidaire- de la Fonction publique pour dénoncer leurs conditions de travail sans protection, qui mettent en danger leur santé et leur vie, ainsi que celles de leurs familles.

Cette multiplication d'actions, de luttes qui se développent, a conduit **C. Castaner** à adresser un courrier à tous les préfets pour leur rappeler « *qu'il est impératif que la vie économique de la nation soit la moins impactée possible par la crise sanitaire* ».

Le Président de la CPME a déclaré refusé de faire « *reprendre le travail et d'exposer à nouveau nos salariés à un risque au plus fort de l'épidémie* », ce qui est normal puisque ce ne sont pas des tâches prioritaires.. En réponse, **M. Pénicaud** Ministre du travail a refusé aux PME des Pays de la Loire « *la prise en charge de leurs demandes de chômage partiel au motif qu'elles ne sont pas concernées par l'obligation de fermeture et que le coronavirus n'est pas une raison sérieuse et valable* ».

**Le gouvernement pèse chacune de ses décisions.** Son plan d'urgence est avant tout de préserver au prix de la vie des travailleurs les intérêts du capitalisme et des multinationales pour lesquelles se soient en bonne place dans la concurrence internationale que se livrent les capitalistes. Et quand Macron nous appelle à « *sauver la nation* », **c'est le capitalisme qu'il veut sauver.**

**La lutte des classes continue.**  
**On s'est battu avant,**  
**on se bat pendant,**  
**on se battra après.**

# Coronavirus: Une crise sanitaire grave, un révélateur de l'état du monde

**La pandémie de Coronavirus ainsi qualifiée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a pour conséquence dans le monde le développement d'une crise sanitaire, économique et sociale d'ampleur.**

L'épidémie partie de Chine dans la région industrielle de Wuhan a conduit rapidement les autorités chinoises à prendre des mesures sanitaires très strictes de restriction de la circulation et d'arrêt d'une partie des activités économiques. Cette politique semble aujourd'hui porter ses fruits si l'on en juge par le reflux, sur le territoire chinois de la propagation du virus avec comme conséquence la reprise progressive des activités économiques et sociales.

Aujourd'hui, l'extension de la maladie atteint plus de 120 pays et de manière claire ceux de l'Union Européenne. L'Italie, la France et l'Espagne en constituent un des principaux centres de la pandémie. Face à la montée de la crise sanitaire, la plupart des pays prennent tour à tour des mesures de restrictions de circulation y compris interfrontalières, de fermetures d'établissements scolaires et universitaires, d'interdictions des rassemblements de toutes natures et tentent d'adapter leur système de santé aux exigences accrues de soins, en particulier intensifs, qu'imposent l'augmentation du nombre de malades.

## **Crise sanitaire une crise sociale et économique.**

Ici déjà, un premier constat s'impose : l'état du système de santé qu'il aille de la médecine de ville aux hôpitaux, est déterminant quant à la capaci-

té de détecter et de soigner l'afflux des malades et donc de diminuer le taux de mortalité chez les personnes atteintes du virus, de même, l'état de santé global de la population est décisif pour la résistance à l'infection. Dans les pays où ce système est fortement dégradé pour des raisons diverses la population en subit directement les conséquences tragiques et les activités économiques sont très fortement impactées ajoutant ainsi à la crise sanitaire une crise sociale et économique.

## **Les attaques permanentes ont fortement dégradé le système de santé public et la protection sociale**

En France, les attaques permanentes depuis des décennies contre le système de santé public et la protection



sociale, la loi santé mise en place par Macron les ont fortement dégradé. L'épidémie arrive à un moment où, en particulier, le secteur hospitalier est au bord de la rupture ce qui s'est traduit depuis plus d'un an par des grèves

dans les hôpitaux. Le dévouement des personnels médicaux et para-médicaux glorifié aujourd'hui par le chef de l'État, pas plus que ses "belles phrases" sur le service public et la sécurité sociale ne sauraient suffire à résister au choc violent qui est en cours. Ce dont à besoin le service public de santé ce ne sont pas de belles paroles mais de moyens matériels et humains à la hauteur des besoins de la Nation. Pour cela il faut en finir avec les attaques incessantes qui visent à liquider le socle de la protection sociale, au profit des exigences du capital, et répondre aux revendications des personnels de santé.

## **Le système capitaliste est en cause**

La crise sanitaire qui impose évidemment des mesures de protection de la population est un révélateur de la nature du développement capitaliste et de sa stratégie de délocalisation des chaînes de production et de valeurs pour accroître les profits des multinationales et se placer dans la guerre à l'échelle internationale pour la conquête des marchés. Que l'économie de la Chine ralentisse et ce sont des pans entiers de la production qui se bloquent dans le monde. Jamais l'interdépendance des zones de production n'a été aussi grande dans le monde. L'effondrement des prix du pétrole, les incertitudes sur le développement de la pandémie ont entraîné une chute spectaculaire de près de 30% des grandes places boursières, la récession qui se profilait déjà dans de nombreux pays est devenue une réalité en un temps record.

## **Pourquoi cette réaction est-elle si violente?**

Il est facile de l'attribuer à un événement extérieur au système capitaliste: le coronavirus! mais cela ne suffit pas. Certes, les effets immédiats d'une telle crise sanitaire sont compréhensibles et touchent, dans l'immédiat, des activités économiques et des salariés qu'il convient collectivement de protéger, mais fondamentalement, c'est le système capitaliste qui est en cause.

## **SOUSCRIPTION NATIONALE**

*Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.*

**Nous savons que nous pouvons compter sur vous.**

**Souscrivez et faites souscrire autour de vous**

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Tél perso : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_

**Je verse la somme\* de:.....€**

Chèques\* libellés à : Aline PORNET mandataire financier de Communistes

envoyer à : Parti Révolutionnaire Communistes 99bis Avenue du Général Leclerc- 75014 PARIS

**Depuis la crise dite des "subprimes" de 2008 qui a vu l'injection massive de liquidités de la part des États dans les circuits spéculatifs, les facteurs d'une nouvelle crise s'accumulent.**

À la suite de la crise de 2008 les établissements bancaires ont été mieux encadrés, leurs fonds propres et les règles prudentielles renforcés mais cela apparaît bien insuffisant au regard des risques systémiques. La tendance à l'hypertrophie du système bancaire a continué d'être à l'œuvre.

## La dette publique s'envole

Ainsi, en France trois acteurs majeurs BNP Paribas, Société Générale et le Crédit Agricole de part leur taille et la nature complexe de leurs activités peuvent entraîner une crise majeure. BNP Paribas a un bilan équivalent au PIB de la France, institution privée, elle participe à l'élévation du risque en investissant vers les taux de rendements financiers les plus élevés par nature spéculatifs.

Les dettes publiques et privées n'ont pas cessé d'augmenter, c'est vrai pour la France dont la dette est quasiment égale à son PIB, mais c'est vrai aussi à l'échelle internationale où la dette publique s'envole. Les économies ne sont pas pour autant dopées par cette dette. Elle sert bien plus à la spéculation sous forme de titres qu'à la relance de productions utiles. Ainsi plusieurs dizaines de milliards de Dollars de dette sont-ils titrisés et participent à la spéculation à l'échelle mondiale. C'est énormément plus qu'en 2008 où les titres mis en cause dans la crise des subprimes représentaient 1.300 milliards de Dollars. Selon le Cabinet Mc Kinsey, les dettes publiques et privées cumulées atteignent avec 169.000 milliards de Dollars 225 % du PIB mondial. Le capitalisme mondial fonctionne à crédit et depuis 2008, il a augmenté ce crédit de 72.000 milliards de Dollars

Le « *Shadow Banking* », la finance de l'ombre, est en progression, elle représente une face cachée de la spéculation hors du contrôle des institutions financières. Elle sert à contourner les menus règles censées encadrer les activités bancaires. Ces activités de *Shadow Banking* représentent 99.000 milliards de Dollars contre 20.000 milliards en 2002.

## Privatisation, dérégulation s'accroissent

Les politiques de privatisation et de dérégulation s'accroissent dans le Monde en même temps que les politiques d'austérité

qui limitent le potentiel de la consommation et poussent toujours plus à des activités spéculatives.



Les taux historiquement bas s'ils ont relancé les crédits aux entreprises facilitent surtout les placements risqués qui virent à la formation de nouvelles bulles spéculatives.

Les mesures prises aujourd'hui par les grandes institutions financières et tout particulièrement la Banque Centrale Européenne de maintien des taux bas et d'injection limitée de crédits en soutien aux entreprises n'ont pas convaincu les marchés. Ils sont en attente de mesures vigoureuses au plan financier pour reprendre la spéculation et à des mesures structurelles de la part des États, leur permettant encore d'abaisser le prix de la force de travail pour réorganiser massivement à l'échelle mondiale une répartition de leurs chaînes de production et de valeurs



plus rapidement adaptables en fonction des crises locales et internationales. C'est le but des réformes en cours en France, en Europe et dans la plupart des grandes zones de production.

## Une nécessité pour eux adapter le capitalisme

Dans ce contexte, les déclarations du Président de la République sur la nécessité d'adapter le capitalisme et sur le rôle de l'État: « *interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour* » ajoutant à propos des

services publics: « *biens et services qui doivent être placés en dehors des lois du marché* ». « *Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie, au fond, à d'autres est une folie* » et promettant: « *des décisions de rupture dans ce sens* » sont en réalité autant de pistes pour garantir aux monopoles français les moyens de leur place dans une concurrence acharnée au sein de l'impérialisme dans des conditions où les « *incidents de parcours* » seront de plus en plus nombreux.

## Contre le virus Union Nationale !

Dans le bain d'Union Nationale que déverse Macron sur la lutte contre le virus, les partis politiques de droite et de gauche et en particulier EELV, le PCF et la France Insoumise donnent de la voix. Mélenchon retient de la déclaration présidentielle un changement de cap politique: « *Voir le président de la République changer de chasuble, c'est le signal de la déroute totale de tout ce qu'il incarne. Un modèle de monde est mort, c'est le système libéral.* ». Le secrétaire général du PCF Fabien Roussel d'ajouter: « *Le capitalisme, tellement fragile, a attrapé le coronavirus. Toutes les places mondiales boursières plongent. Ce système de l'argent fou est à bout. Il est urgent qu'un autre temps s'ouvre, celui de l'humain et de la planète d'abord.* ».

## Entretenir des illusions

Entretenir de telles illusions, faire croire que le capitalisme est mort ou en train de mourir, que le changement est là, développer de telles inepties, c'est porter mauvais un coup au mouvement social, aux luttes.

**Coronavirus ou non, la lutte des classes est incontournable pour abattre le système capitaliste d'exploitation des Hommes et de la nature, qui génère tant de souffrances et se montre, de par sa logique même, le plus grand prédateur dont l'Humanité doit se débarrasser.**

Suivre l'actualité sur notre site  
[www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Communistes  
commission paritaire : N° 0123 P 11306  
directeur de publication : Georges MARCHAND  
239 rue du Dr Garnier 14220 HEROUVILLE  
E' mail : communistes2@wanadoo.fr  
- imprimé par nos soins-

**Nous redisons face à chaque situation que le capitalisme ne peut pas répondre aux besoins de l'humanité.  
Sa nature profonde consiste à exploiter le travail des hommes  
pour en tirer un profit maximum dans le moins de temps possible.**

## Les conséquences pour les peuples sont terribles.

Au fur et à mesure que le capital s'est mondialisé, conflits armés, guerres multiples pour conquérir de nouvelles terres, maîtriser les richesses et les peuples se sont multipliés. Pauvreté, précarité, massacres, exodes provoqués par cette recherche de profits nouveaux se sont développés, accentués par la concurrence inter impérialiste générée par les grandes multinationales mondiales.

## Quelles conséquences l'épidémie mondiale actuelle vont avoir pour ces peuples qui souffrent de cette course au profit ?

**Nous faisons à chaque fois ce constat mais quel rapport avec la situation d'aujourd'hui ?**

Ces systèmes de santé sont à l'image des pouvoirs politiques en place, et la question logique qui vient immédiatement à l'esprit est : quels intérêts défendent les pouvoirs en place ?

Pour ne pas tomber dans les multiples pièges comme celui de « l'Union Nationale face à l'épidémie » dans lesquels le capital et ses serviteurs veulent nous enfermer, plaçons cette question dans le contexte actuel

## Il est plus que jamais nécessaire de réfléchir à l'état de la société dans laquelle nous vivons et de nous poser les questions essentielles.

Aujourd'hui c'est l'ensemble du système de santé qui est en première ligne, mais dans quel état les pouvoirs successifs l'on réduit ? Nous savons bien que **pour le capital, tout doit être source de profits** et la santé n'y échappe pas. Les gouvernements successifs aux ordres des multinationales du secteur se sont acharnés à livrer au privé des parts de plus en plus grandes d'activités que ce soit dans la pharmacie, la médecine, la recherche, l'hospitalisation. C'est à coup « d'économies », de « plans santé, de réformes multiples que l'efficacité du système de santé français a été fortement réduit.

## Si on met un voile sur cette réalité comme le font des partis politiques, alors nous sommes amenés à gérer la crise sanitaire.

**Nous** avons appelé à la convergence

des luttes dans la bataille contre la casse de la retraite solidaire voulue par le pouvoir actuel. Nous soutenons la lutte des EHPAD, des personnels de santé ? Nous disons et redisons que la lutte est le seul recours à la politique du pouvoir, que la convergence de l'ensemble des professions est indispensable parce qu'il n'y a qu'un seul projet politique: livrer toute la société au capital.

On le voit bien aujourd'hui, en utilisant la grave crise sanitaire en cours, le pouvoir tente de se dédouaner de sa politique au service du capital. Il manœuvre et manipule l'opinion pour poursuivre sa politique. Toutes les déclarations larmoyantes ou menaçantes ne consistent qu'à masquer les responsabilités des pouvoirs qui se sont succédés. Dans quel état sanitaire vont



être les 10 millions de pauvres, les 6 millions de mal-logés de France, les sans-logis qui sont le produit d'une seule et même politique, celle du profit capitaliste ?

## 18 mois de luttes opiniâtres des personnels de santé,

souvent réprimées se transforment aujourd'hui en hommage honteux d'un pouvoir dont la capacité ne réside que dans la restriction de plus en plus forte des libertés individuelles et collectives.

Les grandes entreprises participent à l'opération manipulation, comme Auchan qui « offre » 1000 euros de prime (défiscalisée) aux salariés qui travaillent, ou Total qui « offre » des pleins d'essence gratuits pour les personnels soignants...

Comment comprendre que dans la deuxième puissance européenne, des pénuries sur des produits essentiels à la santé puissent exister ?

Comment admettre que les hôpitaux, les services de santé, de la recherche, soient privés de moyens indispensables pour répondre aux besoins ?

Le capital prépare déjà pour l'issue à la crise, le moyen de faire repartir son profit maximum en se donnant les moyens de renforcer l'exploitation des travailleurs dans les entreprises. Le journal financier « Les Echos » écrit à ce propos : « A la faveur de la crise, de nouvelles habitudes de travail vont être prises, des assouplissements réglementaires vont s'imposer ».

## Comment encore accepter cette société du profit au détriment des besoins fondamentaux du peuple ?

**Qui**, il faut réfléchir, débattre sur l'état de la société actuelle, il est surtout temps est urgent de renforcer la lutte politique pour en changer. Nous sommes pour un service de santé public comprenant tous les secteurs, médecine, hôpitaux, pharmacie, recherche, protection sociale, au service exclusif du peuple, financé par les richesses créées.

Pour cela il faut engager la lutte politique contre toutes les forces du capital, donner au peuple les moyens d'une gestion sociale de la société.

Nous vous appelons à y réfléchir, ensemble.

**Nous sommes disponibles pour en discuter avec vous. Venez renforcer la perspective de changement que nous proposons.**

**Notre site: [sitecommunistes.org](http://sitecommunistes.org)**

<input type="checkbox"/>	<b>Pour adhérer</b>
<input type="checkbox"/>	<b>Prendre contact</b>
Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes 99bis Avenue du Général Leclerc 75014 PARIS	
E'mail : <a href="mailto:communistes2@wanadoo.fr">communistes2@wanadoo.fr</a>	

Nom :
Prénom :
Adresse :
Ville :
Code postal :
Tél perso :
E-mails :